

# BAC

## N° 72-73

SNCA e.i.L. Convergence

*Semestriel*

*e. comme Efficacité*

**1 Euro**

*Juillet à décembre 2020*

*i. comme Indépendance*

*L. comme Laïcité*

## BAC N° 72-73

*Capitalismus delendus est.*

*Bulletin des Agrégés & Certifiés*

### SNCA

*Certifiés, Agrégés e.i.L.  
Convergence*

5, rue Clisson 75013 Paris  
06 84 57 20 75

[gc.roche@orange.fr](mailto:gc.roche@orange.fr)

[FR41@wanadoo.fr](mailto:FR41@wanadoo.fr)

[www.snca-nat.fr](http://www.snca-nat.fr)

### Sommaire

*Introduction, p 1 à 2*

*Premières conclusions, p 2*

*L'école de la République, p 3*

*L'enseignement Pro et la*

*MLDS, p 4*

*Personnels de Direction, p 5*

*Conclusions des secrétaires  
nationaux, p 5*

Directrice de Publication  
Françoise ROCHE

N° CPPAP : 09075S 06175

N° ISBN : en instance

Conception & réalisation  
au siège

5, rue Clisson 75013 Paris

### Préparation du congrès de 2021 : rapport d'activité.

Depuis le dernier congrès tenu en janvier 2017, il s'est passé tant de choses ! D'abord l'élection de MACRON comme chef de l'Etat, avec son programme de « réformes » tout azimut et sa majorité parlementaire de godillots bon chic bon genre. Puis la mise en marche de son libéralisme à tout crin sans aucune concertation avec les corps intermédiaires syndicaux, associatifs ou politiques. Cela a semblé marcher jusqu'à la crise inédite des gilets jaunes qui a duré des mois avec deux revendications principales, le pouvoir d'achat et la démission de MACRON. Sur sa réforme des retraites dont la clarté n'est pas le fort, la population dans sa majorité s'est levée pour s'y opposer. Grèves et manifestations ont pris le relais des gilets jaunes. A quoi MACRON a répondu avec obstination qu'il n'était pas question de renoncer à la retraite par points qui prolonge le temps de travail au-delà du raisonnable et appauvrit les futurs retraités.

Patatras ! C'est le covid 19 qui fait son apparition avec le confinement, le déconfinement, le reconfinement, le couvre-feu, les écoles fermées puis rouvertes, l'interdiction de circuler puis les vacances qui mettent des millions de Français sur les routes et les plages, et, à nouveau l'obligation de rester chez soi ... On n'y comprend plus rien ; les hôpitaux explosent et les morts s'entassent dans les EPHAD ! En plus, le covid 19 est la raison pour laquelle le congrès prévu en avril 2020 n'a pu se tenir.

Pendant ce temps, le terrorisme continue et prend pour cible un enseignant qui fait son travail et qui est décapité pour cela. Une horreur.

... / ...

... suite et fin

En gros le quinquennat jupitérien est une succession d'échecs et de drames qui ne laisse guère de chance à une réélection et décrédibilise non seulement les gouvernants mais aussi les institutions : **la République est en danger !**

## **Les premières conclusions du SNCA e.i.L. Convergence et de sa fédération les Syndicats e.i.L. Convergence**

Comme ses prédécesseurs SARKOZY et HOLLANDE, le Président de la République est mal élu. Il a bénéficié au second tour de 15 % des voix des électeurs inscrits sur les rôles électoraux soit 45 millions de votants potentiels : l'abstention est devenue une réalité de masse beaucoup plus imposante que par le passé. La direction nationale y voit les effets pervers de la forfaiture qui a suivi le vote référendaire de 2005 rejetant le projet constitutionnel de l'Union européenne et qui a consisté à transformer le NON massif en un OUI mensonger ! Ce déni démocratique a vidé de son sens le suffrage universel et se fait sentir élection après élection.

**Il faut donc commencer par débarrasser la Constitution française de tous les ajouts voulus par l'UE. Cela redonnera de la réalité à la souveraineté nationale.**

Le libéralisme économique qui est l'autre nom du capitalisme, affectionné par MACRON, est contraire à la tradition historique de la France depuis 1789 ; toujours, les moments forts de son histoire ont marqué la réserve à l'égard du capitalisme : 1793, 1830, 1848, la Commune malgré son échec, la création de l'école gratuite, obligatoire et laïque, la légalisation du droit de grève et de syndiquer instituées par la République enfin victorieuse, l'affaire DREYFUS qui permit de mieux définir les Droits de l'Homme, le Front populaire de 1936, les actes législatifs du CNR et même mai 68 ... **Renverser la continuité de l'inspiration révolutionnaire de l'histoire de la France montre l'ignorance et la stupidité de ceux qui s'attachent à des visées contre-révolutionnaires.**

La plus-value est la part que prend le capitaliste sur la totalité de la richesse produite par le travail pour se rémunérer, entretenir les biens de production dont il est le propriétaire et investir pour en avoir de plus performants. La plus-value est nécessaire ; les chasseurs du paléolithique ne mangeaient pas toute la viande qu'ils avaient abattue, ils en réservaient une partie pour les femmes, les enfants et les vieillards restés au camp : cela assurait la survie du groupe en utilisant également l'expérience des anciens. Aujourd'hui on parle en permanence du « coût » du travail qu'il faut limiter. D'où l'austérité qui domine depuis des lustres en imposant des salaires insuffisants. Le coût du travail est une invention capitaliste dont la mauvaise foi se mesure aux énormes profits que font les actionnaires en engloutissant 30 % et même plus de la richesse produite par le travail des salariés.

Il est nécessaire **d'imposer par la loi la limitation de la plus-value et de laisser une part beaucoup plus importante de la richesse produite par le travail à la rémunération des travailleurs eux-mêmes** ; cela réduira la part actuellement versée aux actionnaires qui l'utilisent à partir des fameux paradis fiscaux dont beaucoup sont en France même, pour spéculer de façon esthontée. Cela augmentera le pouvoir d'achat de ceux qui se lèvent tôt le matin et qui en ont bien besoin.

Le pouvoir d'achat plus important élargira l'assiette fiscale. Mais il y a une autre façon de trouver de quoi élargir en les modernisant les services publics. Il s'agit par un audit indépendant de déterminer qu'elle est la dette souveraine légitime et celle qui ne l'est pas ; **refuser de rembourser la dette illégitime est le droit des citoyens qui veulent que l'intérêt général conduise la vie politique : c'est la laïcité qui donne ce droit.** L'autre partie de la dette sera consolidée selon le même principe.

Tels sont les actes préalables pour sortir le pays et la population de la désespérance qui est depuis trop longtemps leur lot, et par des actes que commande **l'évolution révolutionnaire** d'arriver à la finalité de la **Charte d'Amiens** qui, par l'expropriation des capitalistes, est la **disparition du salariat.**

## L'École de la République

En même temps que MACRON est arrivé Jean-Michel BLANQUER à l'Education Nationale. Ce juriste de profession, qui se lamente, le cas échéant, de n'être pas passé par une école publique donc laïque, a mis quelques écoles au mode d'apprentissage de la lecture, de l'écriture et de calcul par groupes d'une douzaine de petits élèves ; puis il a initié, après avoir tiré un trait sur les collèges où, dit-il, son incapable *alter ego* de l'époque hollandienne a laissé sa marque et que, étant DGRH, il a aidé à ce titre, la remise en cause du lycée et de son examen final : le baccalauréat. Les classes classiques ont été remplacées par des filières au nombre d'une quinzaine. Le résultat est double ; d'une part, le choix des filières implique l'hétérogénéité des classes hebdomadaires c'est-à-dire la casse des classes de premières et de terminales, et, d'une autre, tous les lycées ne disposant pas de toutes les filières, l'égalité du droit pour les lycéens d'accéder à la même préparation au baccalauréat est mise à mal. Ce bac nouvelle formule présente une partie en contrôle continu qui commence dès la première sous forme de bac blanc. En fait, le bachotage est permanent, les profs s'entendent sur une question à poser, qu'ils préparent avec leurs élèves et le tour est joué. A vrai dire, les profs ne sont pas d'accord entre eux : il y a ceux qui sont pour et ceux qui sont contre, mais tous le font ... La belle unanimité que voilà ! Le bac blanc en contrôle contenu n'a plus rien d'anonyme – ce qui est antithétique de l'examen républicain- et sa couleur s'efface jusqu'à l'insipide. Il arrive que les élèves convoqués pour une épreuve s'y opposent pour diverses raisons. Dans ce cas, le ministre laisse au recteur concerné le soin de répondre au désordre ; le recteur qui a tous les chats à fouetter et ignore la plupart de temps lequel doit être fouetté en premier, délègue la responsabilité de prendre les bonnes décisions au DASEN qui intime au chef d'établissement et à ses adjoints s'il en a de remettre les choses en ordre ... Voilà comment fonctionne la hiérarchie de BLANQUER qui laisse le bac se départementaliser, voire se localiser ! *L'Education nationale n'y a guère, l'École de la République n'y a pas !*

Venu du secteur privé, comme son patron qui n'a fait qu'une école publique, l'ENA, il travaille à sa propre privation en décrétant la scolarité obligatoire à 3 ans ; les écoles maternelles sont majoritairement en France privées et les municipalités les financeront désormais sans avoir à mettre leur nez dans leur fonctionnement ... Par ailleurs, il a mis fin à la parité et le mouvement des titulaires se fait à la tête du client. Cela est à mettre en rapport avec son arrivée en fonction quand il a prétendu être le « ministre des enseignants » et l'a démontré en annulant la réforme précédente du collège dont beaucoup ne voulait pas et en se faisant le chantre des « initiatives personnelles ». De même il prétend que les concours de recrutement ont fait leur temps et que la contractualisation du métier d'enseignant garantit l'avenir de la jeunesse. Voilà qui est conforme au clientélisme qui se pratique dans une administration rouillée et endogène autant que dans un syndicalisme affaibli par une perte de sens et un état d'esprit « sur la réserve » ... C'est ce ministre qui, avec un cynisme persévérant, reconnaît volontiers que les profs français restent, (selon les statistiques de l'OCDE), particulièrement mal payés et qu'ils s'accommodent bien de l'habitude prise depuis longtemps de faire avec, à coup d'heures sup. et de silence sur les classes surchargées.

La covid n'a pas arrangé ses affaires. Le premier confinement a planté là les élèves avec ou sans matériel en état de marche pour suivre les cours en télétravail et le second s'est fait dans le désordre dont tout laisse à penser que les hautes charges et hautes fonctions de l'Etat ne donnent pas le sens de l'organisation à ceux qui les exercent ! Résultat : le décrochage amplifié et l'incertitude de la bonne poursuite d'études pour de plus en plus d'élèves et d'étudiants.

Le terrorisme a frappé au mois d'octobre 2020 l'École délabrée de la République, décapitant un enseignant qui faisait son travail conformément aux programmes. Il a été vilipendé, traité de voyou et désigné à la vindicte d'un fou fanatisé par un parent d'élève peu au fait de l'assiduité de sa fille au

collège, assisté d'un salafiste dangereux et laissé libre d'agir par les responsables de la sécurité des biens et des personnes. Le drame a été joué par le chef d'Etat et par son ministre de l'Education nationale qui ont solennellement affirmé que le professeur était irréprochable, pendant que la hiérarchie tenait sa partie du mélo en révélant que le décapité avait commis une erreur légère contre la « neutralité » de l'enseignement ! Les parapluies, les parapluies, les parapluies pour sauver cette administration nulle et néfaste !

**Il faut reconstruire l'Ecole de la République indivisible et universelle dont le ressort principal est la LAÏCITE.**

### **Et maintenant l'enseignement pro. ?**

L'apprentissage est devenu la réponse à tout. Mais on a oublié combien le grand patronat est de mauvaise foi : d'une part, il refuse de former des travailleurs trop performants parce que, vous savez, le coût du travail fait peur aux actionnaires, et d'autre part, il geint parce qu'il n'y a pas de main d'œuvre qualifiée en quantité suffisante ... **Le grand patronat à la tête des grandes entreprises joue un rôle néfaste quant à l'acquisition de la culture ouvrière qui est obligée de subir sa loi malthusienne.**

Tout cela est lié à l'orientation à l'égard de laquelle le SNCA e.i.L Convergence et sa fédération sont sceptiques. Ou l'orientation est une structure de l'Education Nationale et elle doit bénéficier d'un recrutement et d'une formation réellement nationaux, ou elle est autre chose. La régionalisation de son fonctionnement et maintenant de son implantation laissent dubitatif ; en effet, les personnels sont plutôt rétifs à la dénationalisation. Mais il faut une refonte des objectifs de cette structure et les adapter aux aspects républicains de ces objectifs au lieu de les laisser dériver vers le clientélisme comme le montre la manière de fonctionner de la hiérarchie de ce qui reste de l'Education nationale.

Pour ce qui est du bac pro, les directions nationales continuent de proposer le schéma d'apprentissage envisagé par le Proviseur de René CASSIN, Jean-Claude CASSAGNEYROL. Celui-ci est décédé en 2019 après une longue maladie et laisse sa famille, ses amis et ses collègues désemparés. Le SNCA e.i.L. Convergence lui rend hommage. Il estime de son devoir de continuer comme lui à défendre la laïcité et le caractère national de l'enseignement professionnel qui fait partie de l'Education nationale depuis Jean ZAY.

### **Et la MLDS ?**

La certification, promise dès la fin 2016, a enfin été obtenue pour les enseignants-coordonateurs titulaires à la rentrée 2020 ! Mais le traitement de ces professeurs dont l'efficacité et la capacité à l'innovation ne sont plus à prouver est loin d'être dans la ligne du droit commun de l'Education nationale. D'ailleurs, le droit commun de l'Education nationale a été reconnu comme celui de la MLDS fin 2016 et n'est appliqué que si il y a une pression pour le faire exécuter ; il faut d'abord que dans les rectorats la MLDS échappe au contrôle des services qui sont nommés pour tout autre chose. Alors, si la prise en charge par un service au fait de la MLDS exclusivement est enfin appliquée, les revendications du SNCA e.i.L. Convergence auront une chance d'aboutir :

- **concours de recrutement annuel,**
- **agrégation CPIF**
- **corps d'inspection spécifique.**

La MLDS va être sollicitée davantage en raison du décrochage scolaire qui s'est intensifié pendant la pandémie ; il est donc urgent qu'elle bénéficie de son rang de priorité nationale et européenne et entre enfin dans le droit commun de l'Education nationale.

## Et les personnels de direction (PD) ?

Alors qu'ils sont recrutés de la même façon, encore que cette « façon » change de forme au gré du temps, les proviseurs, les principaux et leurs adjoints respectifs sont en voie de séparation, les proviseurs et les principaux notant et portant des appréciations sur leurs adjoints. Ceux qui vont être contents, outre les adjoints, se sont les DASEN en charge du travail jusqu'alors ! Il y a deux corps là où il n'y en avait qu'un et une « localisation » encore accentuée des prises de décisions concernant l'Ecole de la République, du moins ce qu'il en reste. Le SNPDEN, de l'UNSA a donné dans un premier temps la main au projet puis s'est rétracté : mais il est devenu muet depuis ce recul, imité en cela par le SGEN et FO plus ou moins favorable au projet de dislocation. Que la direction des établissements scolaires publics soit à penser complètement, cela ne fait aucun doute mais de là à la transformer en catimini pour en faire la chose de quelques individus ...

Le congrès aura son mot à dire.

## Conclusions supplémentaires des secrétariats nationaux

Pour rompre avec le capitalisme qui fait des dégâts considérables à la Terre, il faut insister sur **l'évolution révolutionnaire** nécessaire :

- replanifier l'économie nationale et nationaliser en priorité le secteur chimique et pharmaceutique, ainsi que les secteurs les plus utiles à l'indépendance et à la souveraineté nationales (énergies, transports, aménagement du territoire, armements, banques, assurances, ...),
- entreprendre, à l'échelle nationale, de grands travaux pour diminuer le gaspillage et permettre la transition écologie selon la laïcité et non au profit des grands groupes,
- augmenter tous les bas salaires afin d'éviter la pauvreté grandissante des travailleurs,
- redonner aux enseignants les convictions qui leur manquent en augmentant le nombre de postes à pourvoir et en revalorisant les traitements de façon très nette, ce qui attirera les meilleurs dans les disciplines enseignées,
- insuffler un nouveau sens à l'Ecole laïque qui doit promouvoir la citoyenneté et la place sociale que devra occuper le futur citoyen au lieu d'être la garderie obligée de la jeunesse,
- revoir de fond en comble le fonctionnement de la police et de la gendarmerie qui doivent assurer la sécurité et la sûreté des biens et des personnes sans se mettre à dos les manifestants pacifiques, de façon qu'elles redeviennent les gardiens de la paix,
- remettre sur le métier la Constitution pour qu'elle donne aux citoyens la réelle conviction d'être des acteurs à part entière de la vie politique.

Tel est le rapport d'activité des années 2017-2020 qui prépare le congrès du printemps 2021 et annonce les mesures minimales pour conduire **l'évolution révolutionnaire** à laquelle aspire la société française.

*Bonne année à vous tous !*